

Chronologie de la réduction des risques en France

Cette chronologie repose sur une définition étroite de la réduction des risques en liaison avec la prévention du sida, qui est la définition officielle française. Nous avons donc exclu de ce tableau les débats sur la loi ou sur le dopage, les actions de prévention du sida généralistes ou ciblées sur d'autres populations (par exemple prostitution). Nous n'avons pas non plus retenu toutes les conférences ou recherches, qui ont cependant joué un rôle dans la prise de conscience. Concernant les actions de mobilisation, nous avons retenu uniquement celles dont nous estimons qu'elles ont joué un rôle dans le changement des politiques ; nous avons exclu, par exemple, la plainte déposée par le MLG (Mouvement de libération contrôlée) sur le retard pris dans la libéralisation de la vente des seringues, plainte qui n'a pu être menée à son terme. L'histoire de la réduction des risques en France reste à faire.

Les mesures, plans gouvernementaux, rapports officiels	Action de mobilisation, conférences	Action de terrain, prévention et soins
<i>1987</i> Décret du 13 mai 1987 (ou décret Barzach) : vente libre des seringues en pharmacie par abrogation du décret du 13 mars 1972 ; mesure pérennisée en 1989.	<i>1988</i> Toxicomanie-sida, conférence organisée par FIRST.	<i>1986</i> Brochure de prévention pour usagers de drogues par AIDES.
<i>Décembre 1989</i> Annonce de trois programmes d'échange de seringues (PES) à Paris, Marseille et Saint-Denis.	<i>1989</i> Échanges de seringues à l'étranger, journée du CRIPS. Séminaire international d'épidémiologie, IREP.	MDM-Paris est le seul qui parvient à fonctionner ; Marseille est fermé en 1992 et celui de Seine-Saint-Denis est repris par ARCADES.
<i>15 mai 1990</i> Circulaire modifiant le protocole méthadone de 1973.		<i>1990</i> Ouverture de 12 places méthadone du centre Pierre-Nicole s'ajoutant aux 40 places existantes depuis 1973.
<i>1990-1992</i> Programme de prévention du sida, Agence française de lutte contre le sida (AFLS) Développe les actions de prévention du sida de proximité.	<i>Hiver 1992</i> Formation du groupe d'autosupport, ASUD.	<i>1990-1992</i> Premières actions en direction des usagers : projet Autruche ; ARCADES. Prévention auprès des pharmaciens à Ivry 1991 aboutissant au Stéribox en 1992. Action eau de javel IREP

1^{er} septembre 1992

Temgésic : le carnet à souche devient obligatoire.

Octobre 1992

Plan Toxicomanie-sida de Kouchner ; il n'est pas accepté par le gouvernement.

Décembre 1992-avril 1993

Plan Quilès-Broussard de lutte contre la drogue ; opérations de police ; les policiers piétinent les seringues de MDM.

Janvier 1993

Triville, organisé au ministère de la Santé.

23 septembre 1993

Plan gouvernemental. Mesures de réduction des risques à moyen terme ; 217 places méthadone financées.

23 septembre

Rapport du Conseil national du sida.

1^{er} mars 1994

Premier bilan du plan gouvernemental : financement de 6 boutiques, 16 PES, 525 places méthadone, 10 réseaux ville-hôpital, 447 places de post-cure et 1 000 lits de sevrage.

7 mars 1994

Circulaire autorisant tous les centres spécialisés à prescrire de la méthadone.

21 juillet 1994

Conférence de presse de Simone Veil présentant dix mesures de réduction des risques, dont trousse de prévention (seringues), 25 PES, 1 647 places méthadone, 12 réseaux ville-hôpital toxicomanie et réseau national Santé publique.

9 septembre 1992

Appel à la mobilisation de médecins généralistes publié dans *Le Monde*.

Ouverture du débat sur la méthadone.

Les adhérents d'Act Up protestent contre le plan Quilès en se couchant devant le ministère de l'Intérieur.

Avril 1993

Création de Limiter la casse.

Octobre 1993

Appel de Limiter la casse dans *Le Monde* et *Libération*.

16 et 17 octobre 1993

Première conférence internationale à Saint-Tropez (THS).

30 novembre

Manifestation de neuf bus à Stalingrad, organisé par Limiter la casse.

8-10 février 1994

Conférence internationale organisée par le CRIPS.

4 et 5 juin

États généraux de Limiter la casse.

23 juin

Conférence inter-universitaire Châtenay-Malabry sur les traitements de substitution.

PES : 6 programmes de AIDES à Nîmes, Grenoble, Montpellier, Metz, Toulouse, Paris et un MDM à Strasbourg.

Mars 1993

Ouverture de Transit à Marseille (AMPT)

Juin 1993

la Boutik à Paris (Charonne).

Octobre 1993

Méthadone : ouverture de 50 places à Bagneux.

5 PES ouverts par MDM et 6 par AIDES. Méthadone : 375 places ouvertes à Paris, Bordeaux et Strasbourg par MDM ; à Nîmes, Hyères ; Lille, Marseille, Villeneuve-la-Garenne ; hôpitaux à Toulouse, Nice et Paris avec Montéchristo, Nova Donna et Cochin. 2 réseaux ville-hôpital toxicomanie à Lyon et Nice.

Juillet 1994

18 PES et 13 programmes méthadone ouverts.

Septembre 1994

Séribox à 5 francs en pharmacie.

Salle d'injection à Montpellier ouverte le 7 octobre, fermée

Novembre 1994

Rapport du Comité national d'éthique.

4 février 1995

Rapport Henrion.

Décret du 17 mars 1995

Dispositif officiel de soutien de la politique de réduction des risques; cadre de la délivrance gratuite de seringues.

31 mars 1995

Circulaire : la buprénorphine à haut dosage pourra être prescrite par tout médecin.

Avril 1995

Autorisation de mise sur le marché (AMM) de la méthadone.

Février 1996

Mise sur le marché du Subutex.

5 décembre 1996

Circulaire sur la lutte contre le VIH en prison : continuité des traitements ; eau de Javel et préservatifs doivent être accessibles.

Décembre 1997

Rencontres organisées par le ministère de la Santé ; un programme est élaboré par tous les acteurs de prévention et de soins.

1998

Rapport Roques sur la dangerosité des drogues.

10 juillet 1998

Lettre de mission du Premier ministre à Nicole Maestracci (Présidente de la MILDT)

Juin 1999

Plan gouvernemental 1999-2001 ; la réduction des risques est officialisée dans la lutte contre le sida ; alcool et tabac font partie du dispositif de lutte, circulaire donnant la priorité à la lutte contre le trafic pour les services répressifs.

Novembre 1994

Les Dr Carpentier et Boisseau condamnés à 1 mois d'interdiction d'exercer pour prescriptions illégales.

1997

Huitième conférence internationale de réduction des risques à la Mutualité française, Paris.

Mobilisation sur la double peine particulièrement d'Act Up.

Fin 1994

15 associations d'auto-support en France.

1995

Premières actions de prévention dans les raves par le TTPI à Marseille et par Techno-Plus à Paris. Ouverture d'un *sleep-in* à Paris.

Fin 1996

Environ 30 000 patients sous Subutex

1997

Création de la mission rave-MDM et *testing dans les raves free-parties*.

1994 - 1999

Résultats de la RDR par l'évaluation nationale (INVS) :
Réduction de 80% des overdoses, de 68 % des interpellations et des deux tiers des morts du sida.